Stéphane Buffetaut "dépasser le jeu politique habituel pour servir réellement le Bien commun"

Article rédigé par *Antoine Besson*, le *31 mai 2012*

Stéphane Buffetaut, candidat dans la 4eme circonscription des Français de l'Etranger (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas), livre à libertepolitique.com ses engagements et ses valeurs.

Votre candidature :

Pourquoi vous présentez-vous ?

Je me présente pour ces élections législatives afin fondamentalement de défendre au cours de cette campagne une certaine idée de la personne humaine et de sa place dans la société. Je me présente également parce que je crois que face à la victoire d'une gauche folle et il faut une droite forte, trop souvent culpabilisée mais que je veux et me sens capable d'incarner.

Dans quelle circonscription ?

Dans la 4ème circonscription des Français de l'Etranger, qui couvre le Benelux (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas)

Pour quel parti ?

Je suis soutenu par le PCD, le CNIP, le MPF et France Ecologie.

Qu'est-ce qui vous motive personnellement ?

La volonté de servir mes convictions au service du Bien commun qui dépasse largement l'intérêt général.

En quoi votre candidature a-t-elle un sens dans le contexte politique actuel ?

Le contexte politique actuel nous enseigne qu'on ne gagne pas sur le mensonge. Nicolas Sarkozy a perdu en 2012 pour ne pas avoir gardé fidèlement le cap qu'il avait clairement fixé en 2007 et qui lui avait permis de gagner largement. Il faut dire la vérité sur la situation, sur ses convictions, sur ses idées pour répondre aux enjeux présents et avenirs, et s'y tenir si on est élu.

Comment envisagez-vous votre action si vous êtes élu ?

Courageuse et intelligente. Courageuse parce que fondée sur des principes clairs, connus et qui ne sont pas l'expression d'une idéologie mais la mise en œuvre d'un certain bon sens que le politiquement correct nous présente comme 'réactionnaire'. Intelligente parce que, sans compromis ni compromission, elle cherchera à dépasser le jeu politique habituel pour servir réellement, et je l'espère efficacement, le Bien commun.

Si vous n'êtes pas élu comment envisagez-vous la suite de votre engagement politique ?

En cas d'échec, je continuerai mon engagement comme je le fais depuis toujours, dans les différentes fonctions que j'exerce, et plus spécialement depuis ces dernières années, au Comité économique et social européen, dans des organismes de logement social.

Votre programme :

Dans le contexte de crise que nous traversons, comment imaginez-vous les mesures économiques à prendre pour remettre l'économie au service de l'Homme ? En particulier la finance ?

Cette question mériterait plus que quelques lignes tant la situation est complexe. Mais de manière générale,

je dirais qu'il est temps de remettre chacun à sa place et surtout devant ses responsabilités : il faut d'une part en finir avec un Etat aussi omniprésent qu'impuissant, et d'autre part, remettre les entreprises, leurs dirigeants et leurs salariés, au cœur de la vie économique et sociale. Quand Nicolas Sarkozy, chef de l'Etat, détenteur du 'code nucléaire' se battait pour des entreprises françaises en difficulté, il faisait bien mais il n'était pas dans don rôle mais seulement pris au piège d'un Etat qui s'est fait progressivement le recours obligé, mais inefficace. Recentrons l'Etat sur ses missions régaliennes, cela lui économisera de l'énergie et de l'argent public, mais surtout cela redonnera aux vrais acteurs de la vie économique et sociale, plus de liberté et de responsabilité. Quant à la finance, elle ne doit pas être en mesure de se croire supérieure à toute règle ou toute morale. La circulation financière est nécessaire à la vie économique lorsqu'elle permet le financement de projets, de recherches… ; mais elle est vaine, contre-productive et même dangereuse lorsqu'elle se limite à une spéculation qui s'autoalimente et ne vit finalement que par et pour elle-même. Les voies sont difficiles car les enjeux sont immenses mais c'est à cela qu'il faut parvenir mais. Il y faudra beaucoup de courage et de détermination pour imposer des règles claires et strictes sur le plan international. Par exemple la séparation entre l'activité de banque de dépôts et celle de banque d'affaires.

François Hollande a proposé un programme qui annonce de nombreuses réformes de société directement liées au respect de la vie. Quelles sont vos positions sur l'euthanasie et la recherche sur les cellules souches embryonnaires ? L'avortement ?

Il y a quelques années au Parlement européen, après un an de débats sur la bioéthique et principalement la recherche sur les cellules souches embryonnaires, un parlementaire avait demandé « Mais est-ce que tout ça ne revient pas à définir quand débute la vie ? » Et bien je suis de ceux qui considèrent que la vie commence dés la conception et se termine à la mort naturelle. Si on considère que c'est la loi qui en décide, plus rien n'est inenvisageable et tout est permis des lors qu'une majorité politique le souhaite. C'est pour moi la porte ouverte à toutes les tyrannies, l'Histoire nous l'a suffisamment prouvé.

Le Président entend également réformer le mariage civil pour l'ouvrir aux personnes de même sexe. Le ministre de la famille a déjà pris des engagements allant en ce sens. Cela ouvrirait bien évidement la porte à l'adoption d'enfants par des couples homosexuels. Comment vous situez-vous par rapport à ces débats ?

Nous devons rappeler la vérité du mariage hétérosexuel et ne pas consacrer le mensonge anthropologique et biologique du mariage homosexuel. Tout enfant a besoin de références masculines et féminines. Son aspiration à la présence d'un père et d'une mère est inscrite dans son être profond. La décision de la Cour Européenne des droits de l'Homme, le 15 mars dernier, de ne pas accorder aux 'couples' homosexuels un droit à l'adoption le confirme : refuser l'adoption par un 'couple' homosexuel n'est pas une discrimination. La cohésion de notre nation repose sur celle de ses familles, elle suppose que la vérité naturelle soit respectée.

La nature ne pardonne jamais. Une famille forte, c'est une famille qui se nourrit d'un écosystème essentiel, fondé sur une altérité conjugale et sexuelle. La conception d'un enfant exige nécessairement un homme et une femme. Ce biotope familial l'accompagnera toute au long de sa vie et de son éducation.

L'Education nationale est en échec depuis de nombreuses années. En partie parce que cette institution est le siège d'une idéologie permissive, égalitariste et dépassée ; mais aussi parce qu'elle privilégie le « pédagogisme » sur la transmission des savoirs. Quelle est votre analyse et comment redresser la barre ?

La réponse est dans la question. J'ai dénoncé au cours de cette campagne, l'idéologie politiquement correcte. Elle est massive en matière d'enseignement. D'ailleurs, même les gouvernements de droite y ont été soumis : il n'est qu'à voir, sous l'autorité du ministre Luc Chatel, les attaques massives contre l'enseignement de l'Histoire de France, la place donnée à l'idéologie du 'gender',… Là encore, recentrons l'Ecole sur ses vraies missions : qu'elle apprenne à nos enfants à lire, écrire et compter correctement, qu'elle leur apprenne leur Histoire, leur Géographie, bref qu'elle leur apprenne les 'fondamentaux', l'ouverture aux autres savoirs n'en sera que plus facile, car on ne sait pas où l'on va si on ne sait pas d'où l'on vient.

La gestion de l'Education nationale est actuellement très centralisée ce qui peut-être un frein à

l'attention aux enfants sur le terrain. Qu'en pensez-vous ?

Les parents sont les premiers éducateurs de leurs enfants et devraient avoir la liberté de choisir l'école qui leur correspond le mieux. Au lieu d'une organisation tentaculaire et figée sur ses privilèges, nous aurions une émulation scolaire sur la base des meilleures pratiques ; alors qu'aujourd'hui, par souci d'égalité, on nivelle par le bas, ce qui au final ne fait en plus qu'accentuer les inégalités. Il faut libérer les élèves et les professeurs de la tyrannie de l'idéologie pédagogique qui veut que les élèves « découvrent » les savoirs et qui cherche à les modeler, au mépris de la transmission des savoirs et de l'intelligence innée de chacun.

La France est en situation de crise et face à un impératif de mise en adéquation de ses dépenses publiques (55% du PIB) avec ses ressources publiques (45% du PIB). Pourtant elle a l'une des administrations étatiques les plus lourdes d'Europe et ses missions, effectifs et structures n'ont pas évolué malgré la décentralisation et le changement du monde environnant. Les Français la ressentent aujourd'hui comme de moins en moins efficace et de plus en plus contraignante. Comment selon vous serait possible la recherche d'un nouvel équilibre qui ne se traduise pas tout simplement par un surcroît d'effectifs et un surcroît d'impôts, mais un allègement et une plus grande efficacité ?

Je l'ai déjà dit, en remettant l'Etat à sa place, toute sa place mais rien que sa place, on répartira mieux les fonds publics et les fonctionnaires, en les remettant là où ils sont nécessaires. En supprimant par exemple l'échelon départemental au profit des régions et des regroupements communaux. En supprimant d'innombrables missions, groupes de travail et autres comités Théodules aussi grands consommateurs d'argent public qu'inutiles conseillers. En réduisant le nombre de ministères…La décentralisation à la française n'a pas réduit la part de l'Etat, elle n'a fait qu'ajouter à celle-ci les lourdeurs et les dépenses des pouvoirs locaux.

La famille est cellule de base de la société. Sa définition légale est cependant de plus en plus floue. Comment dans ce contexte définiriez-vous la politique familiale ?

Pour ce qui est de la définition, j'ai répondu dans la 3ème question. Quant à la politique familiale, elle se résume, si je puis dire, à permettre à un couple d'avoir le nombre d'enfants qu'il désire. Les enfants sont l'avenir de nos sociétés : l'Allemagne, le Japon, la Chine l'ont oublié et les effets désastreux de ce choix commencent à se faire sentir. Il ne faut donc pas que de jeunes couples qui souhaiteraient avoir des enfants en soient empêchés pour des raisons économiques ou sociales : le leur permettre est une source de joie pour eux mais aussi un bénéfice pour la société. Cela peut passer par l'instauration d'un salaire parental pour l'un des parents, par une meilleure protection pour le retour au travail, par une prise en compte des périodes consacrées aux enfants dans le calcul des retraites, à une meilleure conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle… Le choix d'avoir des enfants, le temps passé à les éduquer et d'une manière générale, le temps consacré à la famille sont essentiels à la stabilité de notre société. Mon expérience de responsable du logement social m'a bien montré que la pénurie de logement et l'explosion de leur prix sont aussi la conséquence de familles désunies, parce qu'éclatées et déboussolées. Ressouder notre société par la famille doit être notre priorité.

Quel est son but ? Que préconisez-vous comme mesures pour protéger les familles en France, les encourager dans leur œuvre d'éducation et de préparation de l'avenir, leur rendre justice ?

La politique familiale d'un pays est à la mesure de sa vision de l'avenir. Hors, nos gouvernants modernes, de gauche comme malheureusement de droite, n'ont plus ni idées ni idéaux, et donc pas de vision à long terme, pourtant tout élu sait que les préoccupations quotidiennes de leurs électeurs se rapportent à la vie de la familiale : école, logement, garde des enfants, travail des parents, insertion professionnelle des plus jeunes… La famille, les sondages le montrent régulièrement, est le refuge en cas de problèmes ; c'est donc aussi qu'à l'origine, elle est le moyen peut-être pas de les éviter mais en tout cas d'apprendre à les affronter. Pas d'angélisme, la vie familiale a aussi ses problèmes, mais c'est naturellement là que s'acquièrent le sens de la différence d'autrui et les rudiments de la vie en société. Ce rôle soit être valorisé notamment par le salaire parental qui reconnaîtra le rôle du parent qui se consacrera à son (ses) enfant(s). C'est je pense le moyen le plus fort de reconnaissance de ce rôle irremplaçable, même si ce ne peut être le seul.

Comment selon vous devrait se concrétiser la priorité aux plus pauvres (en matière de retraites,

logements et santé par exemple) ?

L'attention aux plus pauvres est évidemment essentielle. Une société qui ne prend pas soin des plus faibles de ses membres est indigne et vouée à l'échec. Lutter contre la pauvreté c'est aussi et même d'abord lutter contre les causes de celle-ci : bien sûr on pense d'abord légitimement au chômage qui fait perdre des revenus parfois déjà peu importants. Mais, je l'ai déjà dit, comme responsable d'organismes de logement social, je constate quotidiennement que la désagrégation familiale est un phénomène désastreux en matière de pauvreté. En effet, là où un couple avec 2 enfants se logeait décemment, une famille 'recomposée' avec 4 enfants ne tiendra plus ; et les gardes alternées obligent chaque parent à disposer d'un espace équivalent pour une période pourtant limitée. Dans l'état actuel du parc immobilier, cela rend les choses extrêmement difficiles. Pour les personnes âgées ou/et malades, on en revient aussi à deux points déjà mentionnés et qui se conjuguent : des familles souvent atomisées et qui ne veulent plus ou ne peuvent plus prendre soin de leurs aînés/malades, et un Etat qui avait la prétention de tout résoudre mais qui se trouve au-delà de ses compétences et de ses moyens. Un moyen de rééquilibrer l'ensemble serait pour l'Etat de consacrer ses moyens financiers, plutôt qu'en structures kafkaïennes, au soutien à ce qu'on appelle les parents aidant.

Les libertés religieuses et de conscience sont des piliers de notre République. Ces deux principes s'incarnent souvent dans une bonne pratique de la laïcité sur le plan politique. Pourtant ce terme est ambigu et au cœur de bien des débats. Comment définiriez-vous la laïcité et comment s'applique-t-elle en politique ?

La laïcité c'est la distinction entre le spirituel et le temporel, pas la séparation. C'est là toute la différence entre les laïcards qui en sont restés aux outrances du Petit Père Combes, et les défenseurs d'une laïcité apaisée. L'Eglise l'a bien compris qui a depuis bien longtemps accepté, si je puis dire, les 'règles du jeu'. Et ces mêmes laïcards qui en sont toujours à vouloir supprimer les calvaires de nos routes, les croix de nos cimetières, les fêtes chrétiennes du calendrier … sont d'autant plus agressifs contre les chrétiens qu'ils sont silencieux envers l'Islam. Car on voit bien que c'est là que réside le problème : face à des horaires de piscine distincts pour les hommes et les femmes, face à des menus de cantines scolaires publiques adaptés au régime hallal, face à des rues entières occupées illégalement pour les prières du vendredi, … a-t-on entendu ces mêmes esprits libre-penseurs ? Jamais. On est bien là au cœur d'une gigantesque hypocrisie et d'une non moins grande lâcheté. La laïcité en politique ce n'est pas rejeter toute référence religieuse, c'est développer un discours et des propositions qui, s'ils s'en inspirent, ne peuvent pas être des dogmes religieux. Mais c'est aussi se souvenir qu'à l'inverse, la loi n'en est pas un non plus et qu'aucune n'est jamais gravée dans le marbre de l'éternité.